

vaux d'hiver, il est dit que c'est une conférence touchant le chômage. Il est peut-être possible de faire rectifier cette erreur par l'imprimerie.

LES MINEURS DE LA NOUVELLE-ECOSSE

M. WOODSWORTH: Monsieur l'Orateur, le Gouvernement a-t-il reçu des renseignements précis indiquant si le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse prend ou non des mesures pour soulager la misère des femmes et des enfants au Cap-Breton?

Le très hon. **MACKENZIE KING** (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse ne nous a transmis aucune communication touchant ce qu'il fait actuellement. Nous n'avons aucun renseignement.

L'hon. **J. B. M. BAXTER:** Monsieur l'Orateur, à peu près sur le même sujet, j'ai une suggestion à faire. Je n'ai pas l'intention de parler longuement et ne puis le faire, mais il me semble que s'il se produisait une inondation quelque part, tous les groupes de ce gouvernement n'auraient pas de mal à s'entendre pour accorder des secours immédiats. Je ne prétends pas juger les conditions matérielles qui existent en Nouvelle-Ecosse. Je ne crois pas qu'aucun de nous les connaissent suffisamment pour départager les adversaires.

M. l'ORATEUR: Est-ce que l'honorable membre désire poser une question?

L'hon. **M. BAXTER:** Oui, une simple question. Comme toute population affamée est exposée à sortir des droits sentiers, je désire demander au premier ministre s'il a l'intention de constituer un comité extraparlémentaire ou composé de représentants des groupes qui sont ici, pour aller faire une enquête sur place en Nouvelle-Ecosse afin de savoir si le gouvernement provincial est en mesure de maîtriser la situation et de conserver au Canada une grande industrie.

Le très hon. **MACKENZIE KING:** Je suis d'avis que le gouvernement fédéral commettrait une faute en s'ingérant dans les attributions des autorités provinciales. C'en serait comme si l'Ontario, par exemple, pensait devoir offrir son intervention, et nous sommes dans le même cas. Notre intervention dans les affaires intérieures de l'Alberta de la Colombie-Anglaise ou de n'importe quelle province serait tout aussi indéfendable. Tel est l'avis du Gouvernement.

L'invitation de venir en aide à ceux qui souffrent pourrait très bien s'adresser à chacun de nous individuellement. Je me joindrai avec plaisir à tous nos collègues qui voudraient donner leur souscription en faveur des

[Le très hon. M. Meighen.]

grévistes. Je me dispose même de le faire. Toutefois, comme membre du gouvernement fédéral, comme administrateur des fonds de l'Etat canadien, je ne puis mettre une partie quelconque de ces fonds dans une affaire née d'un conflit industriel sur lequel le Gouvernement n'a aucune autorité à exercer.

Mlle MACPHAIL: Est-ce que le Gouvernement n'a pas, en d'autres circonstances, envoyé des secours à des pays étrangers?

Le très hon. **MACKENZIE KING:** Le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse ne nous a adressé aucune demande de secours. S'il le fait, le gouvernement fédéral examinera la question.

M. GARLAND (Bow-River): Le Gouvernement a-t-il attendu une demande du Japon pour lui envoyer des secours?

Le très hon. **MACKENZIE KING:** Nous avons reçu une demande. Je ne pourrais dire si elle est venue du Japon, mais elle a été envoyée par quelques autres gouvernements qui se sont associés pour offrir des secours. C'était une entreprise internationale.

LE PROJET DE CANALISATION DU SAINT-LAURENT

Le très hon. **M. MEIGHEN:** Le ministre des Chemins de fer a déclaré que la Chambre aurait l'occasion de discuter l'attitude du Gouvernement dans la question d'améliorer la canalisation du Saint-Laurent. Je voudrais le prier de nous prévenir deux ou trois jours à l'avance.

L'hon. **GEORGE P. GRAHAM** (ministre des Chemins de fer et des Canaux): Cette occasion viendra dans la discussion des crédits que le Gouvernement va demander pour l'exécution des travaux.

Le très hon. **M. MEIGHEN:** Nous voudrions être avertis.

L'hon. **M. GRAHAM:** Vous le serez sûrement.

DEBOUCHE DU CHEMIN DE FER DE LA RIVIERE DE LA PAIX

M. KENNEDY (Edmonton-Ouest): Je demanderai au ministre des Chemins de fer si les rapports des deux réseaux sur la question qui leur a été soumise le 8 de janvier et qui devaient, au dire de Sir Henry Thornton, être prêts au bout d'un mois, est encore entre ses mains. Les chemins de fer en question ont-ils remis leur rapport concernant le débouché de la ligne de la rivière de la Paix?

L'hon. **GEORGE P. GRAHAM** (ministre des Chemins de fer et des Canaux): Pas encore.